

## **CONFÉRENCE DE PRESSE ANNUELLE DU 9 JANVIER 2023**

---

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

### **Le besoin de plus d'égalité sera au cœur du 175<sup>ème</sup> anniversaire de la Suisse moderne**

On commence à comprendre que l'affrontement entre démocratie et dictature n'est pas définitivement gagné. La fin de l'histoire n'est pas pour demain et les régimes autoritaires reprennent du poil de la bête. Pour préserver et étendre leur pouvoir ils font usage de la force et du temps long et n'hésitent plus à déstabiliser les démocraties, par la guerre ou la manipulation propagandiste. Ils ont pourtant des faiblesses internes et subissent des contestations extraordinaires de courage, comme on le voit en Iran par exemple. Mais ces résistances internes dépendent en partie de la force du modèle démocratique. Si ce modèle est fort, solidaire, sûr de lui et largement soutenu là où il existe, alors l'esprit de résistance et le souffle révolutionnaire auront de meilleures chances de succès. Si au contraire, les tyrannies et les barbaries fanatiques peuvent s'appuyer sur la faiblesse interne des démocraties et leurs promesses non tenues, alors c'est elles qui risquent d'avoir l'avantage.

Nous avons à l'esprit ces réflexions au moment de présenter le traditionnel rapport de l'USS sur la répartition des revenus et de la richesse en Suisse. Car la question de l'évolution des inégalités sociales dans nos démocraties dites « occidentales » est décisive dans l'affrontement qui se joue en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle. Pour le dire de manière simple : pour s'imposer comme modèles, nos pays démocratiques doivent cesser d'organiser toujours davantage, en leur sein, la lutte de tous contre tous. Ce mode de production génère, décennie après décennie, toujours davantage de perdantes et de perdants. Poursuivre ce jeu néolibéral truqué était injuste au temps de son apparente hégémonie. Face aux périls totalitaires et fanatiques, c'est devenu dangereux.

En France, le taux de grande pauvreté (sept privations sévères) des enfants est passé de 8,7% à 11,5% entre 2004 et 2019 (Insee) et la statistique ne dit pas encore l'étendue du désastre provoqué par la pandémie et les mesures prises pour l'affronter. En Allemagne aussi, entre 2010 et 2019, pendant une période de prospérité, le taux de pauvreté a fortement augmenté, avant que la pandémie n'aggrave encore les choses. Aux Etats-Unis, un tiers des salariés travaillent pour moins de 15 dollars de l'heure (Oxfam). Dans un tel contexte, la solution pourtant choisie par les banques centrales américaine et européenne pour lutter contre l'inflation est de provoquer sciemment récession et chômage. On appelle cela foncer dans le mur.

En Suisse, comme le montre notre rapport sur la répartition que Daniel Lampart va présenter plus en détail, les inégalités entre les 10% de salariés les plus riches et tous les autres recommencent à augmenter. Et la différence se creuse le plus avec les 10% de salariés les plus pauvres, dont le

revenu réel a commencé à baisser depuis 2016. Les inégalités de fortune augmentent également à un niveau obscène, puisque la fortune des 10% les plus riches est désormais trois fois plus élevée que celle de 90% de la population.

Pourtant, chez nous comme ailleurs, les politiques fiscales ont creusé ces inégalités et au moment où l'inflation survient et où la récession menace, on ne perçoit dans les politiques suivies par le pouvoir majoritaire aucune inflexion. Il faudrait baisser les primes-maladie, on fait le contraire. Et tout au long de 2022, nous avons eu à combattre de nouvelles baisses fiscales pour les grandes entreprises et les milieux aisés. En 2023, tout indique que ces politiques injustes et dangereuses continueront et que nous aurons encore à les combattre. Comme nous aurons à nous battre pour de meilleures rentes de retraite et contre toute velléité de les réduire encore.

Pour que nos démocraties puissent se défendre, il faut que toutes celles et ceux qui y vivent aient le sentiment de s'en sortir et d'avoir des perspectives positives pour leurs enfants. C'est aussi simple que cela. Et cette garantie n'est plus donnée. On peut bien se lamenter toute l'année sur le succès des « populistes » ou des « complotistes » ou de tout autre nouvelle appellation, les dissidences ne feront que prospérer dans un contexte où les masses s'appauvrissent, alors qu'elles produisent toujours davantage.

C'est pourquoi il faut que les pouvoirs dominants dans le monde démocratique comprennent l'importance nouvelle du mouvement syndical. Nous sommes des acteurs décisifs dans la bataille pour l'égalité et la juste rémunération du travail, ce qui fait de nous des acteurs essentiels de toute démocratie. Il faut donc protéger l'action syndicale et ses actrices et acteurs, ce que la Suisse ne fait toujours pas, puisqu'elle ne respecte toujours pas les exigences de l'Organisation internationale du travail à ce sujet.

Nous présentons aujourd'hui un rapport sur l'impact des syndicats et sur les nouveaux enseignements de la science à ce sujet qui montre bien que l'activité et la représentation syndicales sont positives pour la société. Sans le travail de nos fédérations et des syndicats dans le monde entier, l'inflation n'aurait trouvé que la politique de récession des banques centrales comme réponse. Nous avons arraché, branche par branche, par la négociation ou par la lutte, des hausses de salaires largement supérieures à celles des années passées. En Suisse, avec une inflation 2022 à 2,8%, nous obtenons dans les branches conventionnées environ 2,5%. C'est insuffisant en regard du besoin de rattrapage de 1% au-dessus de l'inflation, mais c'est presque la compensation du renchérissement que les organisations patronales contestaient dans son principe.

En 2023, la Suisse va fêter les 175 de sa Constitution moderne et les 75 ans de l'AVS. Ces deux anniversaires sont liés. De bons salaires et de bonnes rentes, qui rémunèrent le travail de toutes et tous à sa juste valeur, c'est une promesse centrale de cette Suisse moderne et démocratique que nous célébrerons. Lors de la grève féministe du 14 juin et tout au long de l'année, nous serons là pour rappeler cette promesse et exiger qu'elle soit tenue.